

Plateforme politique – campagne pour une transition juste

Transition juste : Rien sur nous, sans nous !

Document adopté par le 21^e Comité exécutif d'industriAll Europe
Réunion en ligne, le 22 septembre 2021

En tant que syndicats dans les industries des mines et de l'énergie, industriAll Europe et ses membres soutiennent l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 et reconnaissent la nécessité de revoir à la hausse les ambitions pour 2030 afin d'atteindre cet objectif. Le changement climatique est en marche et nous disposons de peu de temps pour éviter les pires scénarios dont les travailleurs et les personnes les plus vulnérables de la société seront les principales victimes. La décarbonation doit conduire à la transformation et non à la désindustrialisation, et le marché seul n'y suffira pas.

En soutenant le Pacte vert pour l'Europe, les dirigeants européens se sont engagés à ce que la transition dont nous avons besoin soit une transition juste. Il est urgent que cet engagement se transforme en actions et en plans concrets, car chacun de nos membres et de nos secteurs sera affecté par la décarbonation de notre économie et de notre société. Comblar le déficit d'investissement afin d'accélérer le déploiement des technologies et des infrastructures nécessaires, maintenir le leadership industriel européen dans les technologies et les chaînes de valeur stratégiques, et créer des emplois de qualité sur tout notre continent demandent une politique sociale et industrielle à la hauteur de nos ambitions climatiques. Nous devons négocier des voies de transition pour toute l'industrie d'ici 2050 avec des objectifs intermédiaires réalistes afin d'encadrer les actions à différents niveaux politiques, géographiques et industriels.

Les responsables politiques européens en ont la possibilité alors que le paquet « Fit for 55 » est actuellement dans les mains du Conseil européen et du Parlement européen. IndustriAll Europe lance donc un appel pour :

Un cadre européen solide pour une transition juste pour toutes les industries et tous les travailleurs affectés

Le concept de « transition juste », qui était auparavant un slogan syndical, est finalement entré dans le vocabulaire des décideurs politiques européens et des dirigeants nationaux. Pour les syndicats, une transition juste est l'anticipation et la gestion du changement auquel la participation des syndicats et des travailleurs est une condition *sine qua non* – « Rien sur nous, sans nous ».

L'adoption finale du Fonds pour une transition juste (FTJ) en juin 2021 marque une victoire significative pour les syndicats, mais son périmètre et son ampleur sont toutefois trop limités. Qui plus est, les ressources ne sont qu'une partie de la solution. Il est rarement fait mention de la nécessité d'avoir une véritable panoplie de droits pour garantir que les transitions se font en douceur pour les travailleurs. Cependant, les outils existants sont constamment attaqués à travers la décentralisation des systèmes de négociation collective et un dialogue social affaibli dans de nombreux pays européens, particulièrement accentués par les politiques d'austérité instaurées après la dernière crise financière et économique mondiale. Inverser la tendance est une condition indispensable

à l'élaboration d'une transition socialement équitable et responsable vers la neutralité climatique tout en garantissant la confiance et le soutien des travailleurs et des citoyens.

Quelles sont nos demandes concrètes ?

1. Des **ressources** adéquates pour une transition juste ne laissant aucune personne ni aucune région pour compte : une transition juste sera possible seulement si des emplois de qualité sont maintenus et créés, si toutes les régions peuvent s'épanouir et si les inégalités socio-économiques sont effacées. L'Europe a besoin d'une politique industrielle durable qui exploitera le potentiel d'emploi qu'offre le passage vers une industrie à zéro émission tout en garantissant les investissements nécessaires à la transformation de la base industrielle. Les transitions entre les emplois doivent être soutenues, ce qui implique un investissement sérieux dans les politiques actives du marché du travail, la requalification et le perfectionnement des compétences : le coût de la requalification/du perfectionnement d'un travailleur est estimé à 10 000€. A ce jour, le FTJ ne suffit pas pour accomplir cette tâche. Les ressources doivent provenir des budgets de l'UE, des fonds nationaux et de l'industrie. Bien qu'une transition juste ne soit pas gratuite, les coûts d'une mauvaise transition seront beaucoup plus élevés pour les citoyens, les régions et la société dans son ensemble.
2. Malgré l'importance de l'industrie et l'ampleur de la transition en cours, une cartographie **claire et détaillée des conséquences sur l'emploi** d'une transition vers une industrie climatiquement neutre au niveau régional reste toutefois à réaliser. Sans une vue d'ensemble précise des régions où les travailleurs seront impactés, il est impossible d'adapter les programmes de requalification et de perfectionnement pour garantir les transitions entre les emplois. Cette analyse doit être menée par les autorités publiques en collaboration avec les partenaires sociaux.
3. **L'anticipation du changement et un dialogue social pour tous les travailleurs** : en 2013, le Parlement européen avait proposé un cadre juridique européen sur l'anticipation et la gestion du changement. Ce dernier doit être créé pour garantir aux travailleurs un droit de codécision à la transition sur leurs lieux de travail et dans leurs régions et pour renforcer le dialogue social et les négociations collectives.
4. **Une panoplie de droits pour garantir une transition en douceur pour les travailleurs** : les politiques actives du marché du travail doivent répondre à l'urgence d'une éducation et d'une formation qui garantissent la requalification et le perfectionnement des compétences afin de préparer les travailleurs à des emplois au sein et entre des industries en transformation. Chaque travailleur, quel que soit son contrat, doit avoir le droit à une formation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie.
5. **Une coopération politique et un échange de bonnes pratiques** : une transition juste se déroulera principalement dans les économies et les lieux de travail au niveau régional, mais beaucoup d'éléments peuvent être encadrés par des objectifs politiques communs et l'échange de bonnes pratiques. La plateforme pour une transition juste doit être étendue pour couvrir tous les secteurs affectés par le Pacte vert européen. A titre d'exemple, l'écosystème de la mobilité, qui représente 16 millions d'emplois en Europe et notamment dans le secteur manufacturier, sera fortement impacté par les propositions du paquet « Fit for 55 » telles que des normes d'émission plus strictes. Cependant, il n'existe actuellement aucun cadre pour une transition juste au niveau de l'UE qui reflète la transition dans ce secteur essentiel. Les transitions doivent être conçues conjointement à travers le dialogue social et avec la participation des travailleurs.

Pas de Pacte vert sans un pacte social

L'inaction politique ou les mesures purement symboliques concernant une transition juste comportent des risques majeurs pour l'Europe. Etant donné le nombre d'emplois en jeu et l'ampleur de la transformation en cours, des perturbations sociales dues à une mauvaise gestion de la transition pourraient entraver la réussite du Pacte vert.

Nous sommes conscients que le monde entier observe la manière dont l'UE et les gouvernements nationaux mettent en œuvre nos ambitions climatiques et nous aimerions que l'Europe soit un modèle en matière de gestion de la transition juste. Les travailleurs de toute l'Europe se mobilisent pour affirmer leur droit à être impliqués dans la transformation de nos emplois et de nos industries – aujourd'hui et pour l'avenir.